



DÉCLARATION CGT AU CONSEIL DE SURVEILLANCE DU 23 JUIN 2021

Pour mieux comprendre le sens que nous voulons donner à la mobilisation de ce jour, et pour répondre à celles et ceux qui s'interrogent sur notre « réactivité » alors que rien n'est effectivement encore décidé concernant le projet médical, il convient de se souvenir des décisions passées et de leurs lourdes conséquences.

Nous n'avons oublié ni les traumatismes d'une fusion inadéquate de nos établissements respectifs, ni les plans dits de « retour à l'équilibre financier » qui se sont succédés et qui ont engendré un nombre conséquent de suppressions de postes et de fermetures de lits, sans d'ailleurs pour autant résoudre les problèmes structurels auxquels nous sommes confrontés.

Et nous n'oublierons sans doute jamais cette crise sanitaire que nous traversons ensemble, qui nécessite l'implication totale de l'ensemble des acteurs de nos institutions, et qui selon nous, nous impose une réflexion profonde sur notre système de santé, et pour ce qui nous concerne particulièrement notre rôle à jouer en tant qu'hôpital de proximité.

Et à ce sujet, l'inquiétude grandit. Cette inquiétude se traduit par plusieurs constats. D'une part, une volonté politique qui, au fur et à mesure que l'épidémie régresse, nous indique que l'aspect économique demeure plus que jamais un objectif prioritaire qui prévaut sur les besoins de santé. Il suffit de lire le rapport récent de la cour des comptes qui milite « *pour un retour à une progression maîtrisée des dépenses d'assurance maladie* » et cela suppose « *des efforts mieux ciblés et proportionnés aux marges réelles d'efficience* ». Elle affirme : « *passés les conséquences immédiates de la crise, le rétablissement d'une norme assurant une maîtrise des dépenses est indispensable afin que l'assurance maladie revienne progressivement à l'équilibre financier* ». Equilibre financier, marges d'efficience, maîtrise des dépenses, voici que le vocabulaire de l'avant Covid reprend le dessus alors qu'il semblait pourtant acquis qu'il n'était plus vraiment approprié à la situation...

D'autre part, bien que nous comprenions parfaitement que rien n'est encore décidé à ce stade, il semble se confirmer que le manque de ressources médicales aboutisse à une nouvelle réduction de nos services. Nous pensons notamment au service de cardiologie, de médecine et des urgences du site de Feurs, et également de la chirurgie conventionnelle du site de Montbrison.

C'est pourquoi nous voulons dès maintenant adresser un message d'alerte en direction des pouvoirs publics et du corps médical de notre territoire. Il n'est plus possible de voir des médecins intérimaires profiter du manque de ressources et des postes non pourvus, faute de

candidats, pour se vendre plus cher. Il n'est plus possible de voir les médecins au sein du GHT se chamailler comme des enfants pour des enjeux de pouvoir et d'intérêt personnel. Il s'agit de santé publique, de notre santé à tous et ces enjeux considérables nécessitent indispensablement une dynamique nouvelle et une réelle implication de leur part pour permettre d'assurer nos missions de service public.

Il serait incompréhensible d'assister à des fermetures de lits et des suppressions de postes après une crise sanitaire qui a justement mis en lumière le manque de moyen et la nécessité de stopper l'hémorragie du service public hospitalier.

La Cgt du CHF réaffirme que l'hôpital public est une richesse avant d'être un coût, qu'il est temps de rompre avec la vision de l'hôpital entreprise rentable, pour la concrétisation réelle d'un après covid qui corresponde aux aspirations que nous portons, à savoir être en mesure de mettre en œuvre un projet médical en adéquation avec les besoins de notre territoire et des populations avec le financement nécessaire à sa mise en œuvre et des conditions de travail et de rémunération acceptables et attractives pour le personnel.

Hervé PERRET
Représentant CGT CH Forez
Membre du Conseil de Surveillance